

Le combat contre les monopoles n'est pas gagné

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

8 février 2019

Emmanuel Macron a exprimé sa volonté de s'attaquer aux monopoles dans les Outre-mer. Cette pratique fonde un modèle économique qui annihile les productions locales, endigue tout développement endogène et renchérit le coût de la vie. 80 % de notre consommation vient de l'extérieur a indiqué le chef de l'État. Il aurait pu ajouter que le système fonctionne en toute illégalité, eu égard à la législation européenne dont le moteur est la libre concurrence. Les pouvoirs publics trouvaient conforme ce dysfonctionnement. Lorsqu'il y a dix concessionnaires d'une marque automobile à Reims, ville de moins de 200000 habitants, il n'y en a un seul en Guadeloupe qui en compte 400000. Concessionnaire exclusif renchérit la publicité. Emmanuel Macron a indiqué qu'il sera difficile de mettre fin au système. Il faut le croire. En dépit de la loi Lurel qui a donné plus de pouvoirs à l'autorité de la concurrence, les monopoles continuent à sévir. Ils font fructifier les fortunes de ceux qui en jouissent. Le chef de l'État a indiqué une connivence entre ceux qui détiennent les monopoles et des élus.

Il évoquait le financement de campagnes électorales. Du pipi de chat si l'on sait que l'octroi de mer ponctionné sur les marchandises importées finance le fonctionnement dispendieux des collectivités locales ! Le modèle économique Outre-mer est un système vicié où chaque catégorie privilégiée y trouve son compte. Elles feront cause commune. Seule une révolution copernicienne pourra y mettre fin. Il y aura des cris et des grincements de dents. Comme toutes les fois où on enlève aux profiteurs leurs privilèges. Il y aura surtout une intense action de lobbying afin de faire capoter toute tentative de réformer ce modèle économique qui se contente de faire fructifier la rente. D'après nos informations, les émissaires, les intermédiaires, les messagers sont déjà à l'œuvre. Ils entretiennent depuis longtemps leurs contacts à tous les rouages de la haute administration. Oui, le chef de l'État a raison, la partie sera rude.

Cela vaut pourtant le coup de tenter de la gagner.